
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 13 au 19 décembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Le Mexique et les Etats-Unis ont annoncé un renforcement de leur coopération bilatérale pour le développement économique et la hausse des investissements au sud du Mexique et en Amérique Centrale. A cet effet, le Mexique et les Etats-Unis prévoient d'investir au total 35,6 Mds USD. 5,8 Mds USD seraient engagés par les Etats-Unis (au travers d'investissements publics et privés) pour le financement de réformes institutionnelles et le développement économique des pays du Triangle du Nord d'Amérique Centrale (Guatemala, Honduras, Salvador). Concernant le Mexique, le gouvernement mexicain devrait investir 25 Mds USD au cours des 5 prochaines années pour le développement économique du sud du pays, tandis que l'investissement états-unien au Mexique, qui s'effectuerait par le biais de la société américaine de promotion des investissements à l'étranger (OPIC), s'élèverait à 4,8 Mds USD (dont 2 Mds pour le sud du pays).

Les exportations de tomates du Mexique vers les Etats-Unis se sont élevées à 1,6 Mds USD en 2018, soit une hausse de +16,3% (g.a.). Le Mexique et les Etats-Unis sont mutuellement dépendants vis-à-vis de ce type de produit : l'intégralité des exportations de tomates du Mexique est à destination des Etats-Unis, lesquels importent 84,9% de leurs tomates depuis le Mexique. Des négociations visant à déterminer un prix de référence pour ces 5 prochaines années sont en cours.

Economie

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a augmenté son taux directeur de 25 points de base ce jeudi, pour atteindre 8,25%. Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré depuis 2008. Cette hausse du taux directeur fait suite à la hausse du taux directeur de la FED annoncée le 19 décembre. Elle s'inscrit dans un contexte de risque d'inflationnisme grandissant (dépréciation du MXN et hausse du salaire minimum) et d'instabilité des marchés.

La Commission nationale des salaires minimums (Conasami) a approuvé, à l'unanimité, la hausse de 16,21% du salaire minimum prévue pour 2019, pour atteindre 102,68 MXN/jour (3 080,4 MXN/mois). Une nouvelle zone salariale, la *Zona libre de la frontera norte*, a par ailleurs été créée, au sein de laquelle les travailleurs devraient bénéficier d'un doublement du salaire minimum, dont le montant passerait de 88,36 MXN/jour à 176,72 MXN/jour en 2019. En d'autres termes, un salaire minimum équivalent à 5,1 USD/jour entrerait en vigueur sur la majorité du territoire, contre 8,8 USD/jour à la frontière nord.

Le Ministère des Finances a annoncé que son offre de rachat d'obligations émises pour la construction du Nouvel Aéroport International de Mexico à Texcoco a été un succès, ce qui conditionnait un futur arrêt des travaux : près de 70% des obligataires y auraient participé. 1,8 Md USD d'obligations devraient donc être liquidées dans la journée du 21 décembre, selon une annonce du sous-secrétaire aux finances. Suite au refus d'une partie des détenteurs face à l'offre de rachat initiale du 3 décembre dernier, le Gouvernement avait amélioré son offre le 11 décembre, prévoyant notamment le rachat des obligations à 100% de leur valeur faciale (contre 90% précédemment).

Selon le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social (Coneval), quatre jeunes sur 10 vivent dans la pauvreté. 42,9% des Mexicains âgés de 15 à 29 ans souffrent de carences en matière d'éducation, de santé, de logement et d'alimentation et leurs revenus ne suffisent pas pour satisfaire leurs besoins essentiels.

Le prix du pétrole mexicain continue de baisser : il a atteint 47,93 dollar/baril le 18 décembre, soit 7,07 dollars de moins que le prix fixé dans le projet de budget 2019. Le pétrole mexicain a perdu 38% de sa valeur depuis sa cotation maximale à 77,73 USD/baril, atteint le 3 octobre dernier et 15% sur l'année 2018.

PEMEX a découvert 20 nouveaux gisements de pétrole, dont 16 en eau peu profonde et 4 terrestres. L'entreprise a annoncé que les réserves confirmées sont estimées à 400 millions de baril mais qu'elles pourraient atteindre l'équivalent de 1,1 milliards de baril. Les premiers barils issus de ces gisements devraient être extraits en 2020.

Le secteur de l'assurance mexicaine a crû de 3,3% (g.a.), selon l'Association mexicaine des organismes d'assurance (AMIS). Cette croissance est tirée par hausse des primes d'assurance vie et d'assurance retraite (+14,1% g.a.). Elle prévoit une croissance du secteur de l'assurance de 6,4% pour 2019.

Le Ministre des Finances, Carlos Urzua, a annoncé la nomination d'Eugenio Najera au poste de directeur général de la banque de développement Nafin, dont la fusion avec la Banque nationale du commerce extérieur (Bancomext) avait été annoncée par AMLO lors de sa campagne. Eugenio Najera a notamment été à la tête de nombreuses entreprises nationales et d'organismes publics et privés (Vitro, Maseca, Femsa).

Selon la presse (El Universal), le président Lopez Obrador devrait visiter la semaine prochaine les travaux en cours sur le Métro de Mexico avec Claudia Sheinbaum. Selon ce même journal, le président et la Maire de Mexico pourraient faire une annonce sur le financement de la réhabilitation du réseau métropolitain.

Projet de budget 2019

Le nouveau Gouvernement a présenté le 15 décembre son projet de budget 2019. Le budget est fondé sur le maintien de la discipline budgétaire et respecte les principaux engagements pris en recettes, comme en dépenses. Le déficit public consolidé prévu est de 2,5% du PIB ; l'excédent primaire devrait atteindre 1,0% du PIB. L'engagement du nouveau Président de ne pas alourdir la dette devrait être tenu : la dette publique devrait atteindre 45,6% fin 2019, contre 47,1% estimée dans le budget 2018. Le projet de budget ne prévoit, comme annoncé, ni hausse, ni nouvel impôt. La croissance du PIB est estimée entre 1,5% et 2,5% pour l'année 2019 (hypothèse retenue à 2,0% pour l'élaboration du budget), ce qui coïncide avec les estimations des experts économiques (estimation du FMI pour 2019 : +2,3%). Les estimations du taux de change et du prix moyen du pétrole retenues pour l'élaboration du budget sont de respectivement 20 MXN/USD et 55 USD/baril.

La Chambre des députés a approuvé, le 18 décembre dernier, la loi sur les revenus de la fédération (LIF) pour 2019, à 295 voix contre 197. Les recettes budgétaires pour 2019 ont cependant été revues à la hausse par la Chambre : de 231,2 Mds EUR de recettes estimées par le gouvernement (soit une augmentation de +6,3% par rapport au budget 2018), à 253 Mds EUR approuvées par la Chambre des députés. Cette hausse sera atteinte grâce à une amélioration du recouvrement des recettes fiscales (+7% par rapport à celles approuvées pour 2018) et pétrolières (+14,3%).

Le projet de budget 2019 prévoit une augmentation des dépenses sociales (+6 % par rapport à 2018), avec un effort de réallocation de ces dernières (baisse de plus de 17 % des budgets des entités autonomes et dépendances) et une baisse des dépenses financées par le Ramo 23 (considéré comme la caisse noire de l'Etat). Un accent est mis sur les dépenses d'infrastructure, notamment dans le secteur de l'énergie (PEMEX et la CFE représentent à elles deux près de la moitié des investissements budgétés), au détriment des infrastructures de transport : baisse de 21% du budget du Ministère des transports et des communications (SCT), absence de financement public pour le NAIM, investissement de 790 M EUR prévu pour la modernisation des infrastructures aéroportuaires du pays.

AMLO est revenu sur la réduction du budget des universités, précisant qu'une erreur avait été commise lors de sa présentation. Après avoir annoncé la réduction de 6,2% (g.a.) du budget des universités publiques pour 2019, AMLO s'est engagé à ce que le budget 2018 alloué aux universités soit maintenu en 2019. Certains ministères subiraient une coupe budgétaire supplémentaire de 4% pour pallier cette erreur.

Le projet de budget 2019 a globalement été bien accueilli par les marchés et les analystes, qui le jugent crédible et raisonnable. Si la bourse poursuit la baisse entamée au cours des dernières semaines (-2,4% sur le week-end), le peso s'est quant à lui apprécié : +0,92% le lundi 17 décembre. Les agences de notation Moody's et Fitch ont laissé inchangée leur notation de la dette souveraine mexicaine.

Entreprises et grands contrats

Nestlé a annoncé un investissement de 154 M USD dans une usine de traitement du café à Veracruz. Le PDG de Nestlé a affirmé que l'usine générerait 10 000 emplois directs.

Le constructeur automobile chinois BAIC prévoit de lancer en 2020 au Mexique la construction de sa 1^{ère} usine d'assemblage de véhicules électriques et à moteur à combustion, générant ainsi 2 000 emplois. Le montant de l'investissement et le lieu de construction de l'usine restent indéterminés. BAIC entend servir à court terme le marché mexicain, et d'Amérique centrale et latine où il détient une part de marché de 4%, avant de se tourner, à long terme, vers le marché nord-américain.

Le président Lopez Obrador va signer un accord de coopération avec l'entreprise publique canadienne Hydro-Québec pour réhabiliter 60 centrales hydroélectriques du pays, dans l'objectif de doubler la production mexicaine d'énergie hydroélectrique, et à moyen terme de baisser les tarifs de l'électricité.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 20/12/2018
Bourse (IPC)	+1,60%	-14,21%	41 552,31
Taux de change USD/Peso	-1,13%	+3,9%	19,98
Taux de change Euro/Peso	-1,21%	+0,3%	22,83
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-6,44%	-10,61%	48,65

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

D'après les dernières estimations de la CEPAL, la croissance de l'Amérique centrale atteindrait 3,2% en 2018 et 3,3% en 2019. Le Panama reste le pays le plus dynamique avec 4,2% de croissance estimé en 2018 et 5,6% attendu pour 2019. A l'inverse, le Nicaragua, affecté par une crise sociopolitique, enregistre la moins bonne performance de la région avec une récession de 4,1% en 2018 et de 2,0% attendue pour l'année prochaine.

Après 21 mois de négociations, les compagnies aériennes Copa (Panama), United (Etats-Unis) et Avianca (Colombie), toutes les 3 membres du réseau Star Alliance, signent un accord pour la création d'un partenariat commercial. Ces 3 compagnies espèrent accroître le trafic aérien dans la région en développant de nouvelles lignes et en réduisant les temps de trajets. Cet accord permettra d'offrir aux voyageurs un programme de fidélité commun, d'assurer une meilleure coordination sur les itinéraires de vols et de proposer des prix compétitifs.

Belize

2017 – PIB : 3,2 Mds USD | Pop : 374 000 M

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) accorde un prêt de 36,6 M USD et un don de 31,5 M USD au gouvernement du Belize pour l'amélioration et la rénovation de la route côtière Coastal Highway. Les fonds serviront notamment à goudronner une partie de la route qui demeure encore une piste.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) apporte 8 M USD au Gouvernement du Belize pour un programme visant à aider les petits exploitants agricoles à lutter contre les impacts négatifs liés au changement climatique. Le Ministère du développement économique, du pétrole, de l'investissement et du commerce (MED) sera chargé de la mise en œuvre du programme. Le Ministère de l'agriculture travaillera en étroite collaboration avec le MED pour veiller à ce que les priorités et stratégies du secteur agricole soient dûment prises en compte tout au long de

l'exécution du programme. Compte tenu de l'importance des femmes dans l'économie rurale du Belize et dans les petites exploitations agricoles en général, au moins 40% des bénéficiaires du programme seront des femmes.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

De janvier à octobre, l'activité commerciale de la zone libre de Colon s'est élevée à 19,6 Mds USD, soit 10% de plus qu'à la même période l'an dernier. Les importations ont totalisé 9,2 Mds USD (+9,5% g.a.) et les réexportations 10,4 Mds USD (+9,6% g.a.). Cet essor concerne les entreprises des secteurs pharmaceutiques, des télécommunications et de la technologie.

Le FMI salue l'adoption de la réforme budgétaire qui constitue une étape cruciale pour restaurer la confiance. Le gouvernement devrait s'assurer de la mise en place dans les délais prévus des mesures et communiquer clairement les plans de financement pour 2019. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2018, à 2,6% en raison de la grève de 3 mois dans le secteur public, de la crise au Nicaragua et de l'incertitude qui a entouré la réforme budgétaire.

Selon Fitch, les besoins de financement du gouvernement exerceront une pression à la hausse sur les taux d'intérêt locaux, à court terme. Selon l'agence, en 2019, le secteur bancaire costaricien fera face à des défis : la croissance limitée du crédit, la détérioration de la qualité des prêts, la hausse des coûts de financement et la pression accrue sur les bénéficiaires. Fitch estime que les indicateurs de capital et de liquidité resteront solides et stables, mais le crédit continuera de décélérer.

Les perspectives d'embauche, pour le 1^{er} trimestre 2019, s'améliorent, selon une étude de Manpower. 12% des entreprises s'attendent à une augmentation de leur masse salariale (contre 10% au 4^{ème} trimestre 2018), 6% des entreprises prévoient une baisse de leurs effectifs et 76% ne feront pas de changement.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Selon le Centre de Recherche Economique Nationale (CIEN), l'économie enregistrera une croissance de 3,2% en 2019, malgré le contexte d'incertitudes liées aux élections présidentielles et législatives, prévues en juin. Cette croissance serait tirée par la croissance des *remesas* et une augmentation des dépenses publiques. **La Banque centrale du pays, estime, elle, une croissance du PIB comprise entre 3% et 3,8%.**

En 2018, le pays a reçu 1,2 Md USD en IDE, soit seulement +0,5% de plus qu'en 2017. Cette stagnation serait causée par l'incertitude politique et juridique présente dans le pays. La Banque centrale prévoit cependant une croissance de +3% des flux d'IDE en 2019.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) accepte la demande d'arbitrage émise par l'entreprise Exploraciones Mineras de Guatemala S.A (Exmingua – filiale de la société américaine Kappes, Cassidy & Associates Inc.) suite à l'arrêt forcé des opérations du complexe minier Mina el Tambor. L'entreprise réclamerait à l'État Guatémaltèque près de 300 M USD. Les demandeurs seront représentés par le cabinet d'avocats américain White & Case et le Guatemala par la Direction de l'administration du commerce extérieur du Ministère de l'Economie. Le site minier d'or et d'argent, également connu sous les noms de Progreso VII Derivada et La Puya, est situé à 30 km de la capitale, dans les communes de San José del Golfo et San Pedro Ayampuc. En 2016, les activités minières y ont été suspendues à la suite d'un procès intenté par l'ONG environnementale guatémaltèque Calas auprès de la Cour suprême de justice (CSJ), alléguant le non-respect de la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), relative aux peuples indigènes et tribaux. En 2017, la Cour constitutionnelle a confirmé en appel la décision de la CSJ. La part du secteur minier dans l'économie nationale atteint, en 2018, environ 0,4% du PIB, soit une baisse de l'activité de -36,4% (g.a). Le secteur est impacté par l'arrêt, dans des circonstances similaires, de l'exploitation minière El Escobal de la société Minera San Rafael (filiale de l'entreprise canadienne Tahoe Resources), l'un des gisements miniers (d'argent) les plus importants du pays.

Après plusieurs consultations, l'OCDE accepte la demande d'adhésion au Centre de Développement présentée par le Guatemala au cours du 1^{er} semestre 2018. Cette admission permettra notamment au pays d'effectuer des avancées dans l'adoption de normes de transparence et d'échange d'informations au niveau mondial.

D'après le Ministère de l'Éducation guatémaltèque, l'Etat dépense en moyenne 6 104 USD pour chaque élève scolarisé du primaire au collège, soit un montant bien inférieur à la moyenne des pays latino-américains (26 633 USD). D'après le Programme international pour le suivi des acquis des élèves dans les pays en voie de développement (PISA-D), le niveau de connaissance des élèves guatémaltèques en lecture, mathématiques et sciences est insuffisant. 90% des élèves âgés de 15 ans ne disposent pas du socle commun de connaissances, de compétences et de culture requis à la fin du collège. Selon le Ministère de l'Éducation, les élèves des régions rurales auraient en moyenne jusqu'à 2 années de retard en termes d'apprentissage sur ceux scolarisés dans les zones urbaines. Ces lacunes dans l'acquisition de connaissances sont principalement dues au manque d'investissement public dans le système éducatif.

D'après un sondage mené par le think-tank Asociación de Investigación y Estudios Sociales (ASIES) auprès de 324 acteurs du secteur touristique (55% hôteliers ; 45% opérateurs), l'insécurité et le manque d'infrastructure sont les facteurs qui impactent le plus leur compétitivité. Les hôtels et les opérateurs touristiques auraient consacré en 2018 entre 11% et 12% de leur budget à la sécurité, contre 5% l'année dernière. Ils souhaiteraient que le réseau routier soit en partie rénové et agrandi. Le Guatemala a reçu en 2017 plus de 2,1 millions de visiteurs qui ont généré environ 1,3 Md USD de recettes (2,4 millions prévus en 2018).

Le Congrès guatémaltèque repousse à l'année prochaine les négociations autour de deux prêts multilatéraux : l'un de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) de 100 M USD pour le programme de santé et d'éducation "Crece Sano" ; l'autre de la Banque interaméricaine de développement (BID) de 60 M USD visant à renforcer et moderniser le "Ministerio Público". Sur les 1,2 Md USD de prêts sollicités par le gouvernement entre 2015 et 2018, seulement 450 M USD ont été approuvés par le Congrès pour des programmes dans l'éducation (BID - 150 M USD), l'accès à l'eau potable (BID - 50 M USD) et l'amélioration la gouvernance des ressources publiques (BIRD - 250 M USD). 6 autres programmes financés soit par la BID, la BIRD ou la BCIE, pour un montant total de 810 M USD, sont toujours en attente d'approbation par le Congrès.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

La Banque interaméricaine de développement (BID) accorde une ligne de crédit de 53,8 M USD au gouvernement hondurien pour la construction et l'équipement (150 lits d'hôpitaux, un système d'information automatisé) de l'Hôpital del Trauma dans la capitale Tegucigalpa. Le nouveau centre hospitalier contribuera à assurer un service d'accueil et de traitement des urgences pour une grande partie des habitants de la ville et favorisera le désengorgement de l'Hôpital Escuela Universitario. Le système de santé hondurien présente de nombreuses déficiences. Le nombre de lits hospitaliers est de 0,8 pour 1000 habitants, soit bien en deçà des autres pays de la région comme le Costa Rica (1,2), le Salvador (1) et le Panama (2,2). Pour 10 000 habitants, on compte seulement 10 médecins et 3,8 infirmiers, tandis que la moyenne latino-américaine se situe respectivement autour de 17,6 et 14,3.

La Banque interaméricaine de développement (BID) apportera 350 M USD à l'Etat hondurien pour la mise en place d'un plan d'action en économie numérique dans le pays ("Agenda digital"). Cette ligne de crédit servira notamment à financer le déploiement du très haut débit (THD), le développement de l'e-administration pour faciliter et accélérer les démarches à distance, ainsi que la construction de « quartiers numériques » qui visent à favoriser l'innovation et l'émergence de startups locales. La conception et la mise en œuvre de ces espaces numériques se feront en collaboration avec le secteur privé.

Le gouvernement hondurien annonce une hausse historique de +38,5% du salaire minimum dans le secteur des "maquilas". Cette augmentation salariale, qui bénéficiera à plus de 160 000 travailleurs, sera échelonnée et différenciée

sur les cinq prochaines années comme suit : +8% en 2019, +7,5% en 2020, 2021 et 2022, et +8% en 2023. Le salaire minimum du secteur en question dépasse aujourd'hui à peine 290 USD.

Le Honduras est le 1^{er} fournisseur de t-shirts/chemises en coton des États-Unis et le 5^{ème} exportateur au niveau mondial. Le pays exporte actuellement 1 600 produits vers 90 pays : 40% correspondent à des ventes de produits textiles, 20% des produits agricoles et 9,4% des produits intermédiaires. Le secteur des "maquilas" génère 27% du total des revenus en devises que reçoit le pays chaque année.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Le Congrès américain a voté, le 11 décembre, la loi connue sous le nom de Nica Act et augmente ainsi la pression sur le régime du président Ortega. Cette loi impose des sanctions envers le gouvernement nicaraguayen. Elles concernent notamment la suspension des aides internationales pour le second Etat le plus pauvre du continent après Haïti, ce qui pourrait davantage fragiliser le développement économique et social du pays, déjà très impacté par la crise. Il est également prévu un gel des avoirs aux Etats-Unis de Rosario Murillo, la compagne du Président nicaraguayen Daniel Ortega. Le texte devrait prochainement être ratifié par le Président des Etats-Unis Donald Trump. D'après la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), la répression du gouvernement nicaraguayen a fait, depuis 8 mois, plus 325 morts (dont 29 enfants), 3000 blessés. On dénombre également environ 400 personnes emprisonnées.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Au cours de l'année budgétaire 2018, le Canal de Panama a enregistré des revenus totaux de 3,171 Mds USD. L'apport du Canal à l'Etat s'élève à 1,703 Md USD. Il s'agit d'un chiffre record, 44 M USD au-dessus des prévisions et 53 M USD de plus que l'année dernière

La Chambre du Commerce International (CCI) rend une sentence arbitrale en faveur de l'Autorité du Canal de Panama (ACP). Le consortium GUPC (Grupo Unido por el Canal) doit restituer à l'ACP 847,6 M USD correspondant aux avances consenties pour la construction du 3^{ème} jeu d'écluses de l'extension du Canal de Panama. Ce montant est le produit des avances initiales de 547,9 M USD, pour commencer les travaux, et des avances supplémentaires de 299,6 M USD, liés à des problèmes de liquidités.

Les prévisions d'embauche par les entreprises pour le 1^{er} trimestre 2019 maintiennent un rythme positif mais sont au plus bas depuis 2015, selon Manpower. Sur les 620 entreprises interrogées, la plupart rapporte des plans d'embauche modérés. 11% prévoient d'augmenter le personnel, 7% comptent réduire leurs effectifs, 78% n'envisagent pas de changement et 4% sont encore indécis. Cela se traduit par une prévision nette d'emploi de 3% contre 6% au 1^{er} trimestre 2018.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Entre janvier et novembre, le pays a reçu 5 Mds USD de remesas, soit une hausse de +8,8% (en g.a.). Les remesas arrivent principalement des Etats-Unis (602 M USD), de l'Union Européenne (46,8 M USD) et du Canada (43,8 M USD).

BID Invest (groupe Banque interaméricaine de développement – BID), la banque de développement néerlandaise FMO ainsi que Proparco (groupe Agence Française de Développement – AFD) apporteront la part de "dette sénior", soit 28 M USD chacun, pour le projet de parc photovoltaïque Capella exploité par l'entreprise française Neoen dans le département d'Usulután (sud du pays). Cette ligne de crédit servira à financer la construction, la mise en opération et la maintenance des deux centrales solaires photovoltaïques (Albireo I et Albireo II) de 140 MW, inscrites dans le projet solaire. Ce dernier, dont l'investissement total atteindra 133 M USD, représentera la plus grande installation de production et de stockage d'énergie renouvelable en Amérique centrale. Capella Solar contribuera à réduire significativement la facture en énergie des Salvadoriens puisqu'il fournira l'électricité la plus compétitive du pays. Le projet sera construit par un consortium composé du groupe espagnol TSK et de l'entreprise française Gensun.

Les onduleurs seront fournis par **Schneider Electric**. Détenu à 100% par Neoen, le projet Capella Solar devrait être mis en service début 2020.

D'après le Ministère du Tourisme (MITUR), le secteur privé salvadorien a investi en 2018 près de 36 M USD dans des projets touristiques (hôtels, restaurants, services touristiques). Ces investissements se concentrent dans les principales destinations touristiques du pays, telles que la Ruta de Las Flores, les plages de La Libertad, El Boquerón, la Ruta Fresca, la baie de Jiquilisco et la Sierra Tecapa. Les recettes générées par secteur touristique en 2017 ont atteint 223 M USD (+16,5% g.a.) ; elles pourraient dépasser 250 M USD en 2018.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M

Les Caraïbes ont enregistré une croissance de 1,9% en 2018, selon les derniers chiffres publiés par la CEPAL. Pour l'année 2019, l'organisation projette une croissance à 2,1%. Elle estime que la Dominique sera le pays le plus dynamique de toute la région Amérique latine en 2019 avec une croissance prévue à 9,0%, suivi de la République dominicaine (+5,7%).

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

Déposé au Parlement le 11 décembre dernier, le projet de Loi de Finances pour 2019 s'élève à 2,2 Mds USD, dont 1,42 Md sont dédiées aux dépenses de fonctionnement et 815 M aux investissements. Les recettes budgétaires pour l'exercice fiscal 2018-2019 sont estimées à 1,5 Md USD, et permettraient au gouvernement de financer ses projets sociaux (financement d'infrastructures sociales et investissements dédiés à améliorer les conditions de vie des plus vulnérables).

L'inflation s'est montée à +14,3% (g.a.) en octobre 2018, suite à la hausse du prix de la plupart des produits de consommations (articles d'habillement, +15,2% g.a., produits alimentaires et boissons non alcoolisées, +16,6% g.a., santé, +20,5% g.a., entre autres).

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Plus de 350 M USD d'investissement dans le développement du tourisme ont été annoncés par les dirigeants de grandes chaînes hôtelières (Mariott, Ritz-Carlton Reserve, W Hotels...). L'objectif est de transformer la côte nord de l'île en destination touristique de luxe, devrait générer plus de 2 000 emplois directs.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.